

**Assemblée générale**

Distr. générale
25 juillet 2014
Français
Original: anglais/espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Vingtième session
27 octobre-7 novembre 2014

Résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil

État plurinational de Bolivie*

Le présent rapport est un résumé de 26 communications de parties prenantes¹ à l'Examen périodique universel. Il suit les directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme dans sa décision 17/119. Il ne comporte pas d'opinions, de vues ou de suggestions du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant telle ou telle allégation. Les sources des renseignements figurant dans le résumé sont systématiquement indiquées dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. Conformément à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme, le cas échéant, une section distincte est consacrée aux contributions de l'institution nationale des droits de l'homme de l'État examiné dont l'accréditation s'est faite en pleine conformité avec les Principes de Paris. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Pour établir le rapport, il a été tenu compte de la périodicité de l'Examen et des faits nouveaux enregistrés pendant la période considérée.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.



I. Renseignements reçus de l'institution nationale de défense des droits de l'homme de l'État considéré, accréditée conformément aux Principes de Paris²

1. Le Bureau du Défenseur du peuple (DPB)³ indique, à propos de la non-discrimination et des droits de groupes particuliers⁴, qu'il existe des lacunes dans l'application de la loi et fait état d'un manque de ressources⁵.

2. Une loi concernant les personnes âgées a été adoptée en 2013 mais aucun budget ne lui a été affecté. Près de 10 % de ces personnes ne possèdent pas de papiers d'identité, surtout des femmes et des autochtones, de sorte qu'elles ne peuvent pas bénéficier de la pension universelle de retraite⁶.

3. Les personnes handicapées font l'objet d'une discrimination persistante en matière d'accessibilité physique, de logement, d'enseignement et de travail. Il y aurait lieu d'améliorer la prévention et la protection dans une perspective de genre et de relations interculturelles⁷.

4. Malgré l'existence de règles protégeant les droits des personnes porteuses du VIH, celles-ci sont l'objet d'une discrimination préoccupante. Il n'existe pas de traitement global et différencié pour les femmes, les fillettes et les garçonnets, et le budget est insuffisant⁸.

5. Malgré la réglementation en vigueur, la discrimination persiste à l'égard du groupe des LGBT, surtout dans le monde du travail⁹.

6. Il n'existe pas encore de définition précise du délit de torture qui soit conforme aux conventions sur les droits de l'homme¹⁰. Un service de prévention de la torture (SERPRET) a été créé mais il dépend du Ministère de la justice et ne répond donc pas aux conditions exigées dans le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture¹¹.

7. On n'enregistre pas de progrès concernant la modification des normes de la justice militaire dont le contenu est incompatible avec la Constitution politique de l'État (CPE) et les conventions relatives aux droits de l'homme¹².

8. En ce qui concerne les recommandations relatives à la situation des personnes privées de liberté¹³, il n'existe pas de plan tenant compte des droits de l'homme, des questions de genre et des générations. Une proportion de 84 % de ces personnes sont en détention préventive et le surpeuplement carcéral est de 233 %. Dans les centres de détention mixtes, les femmes vivent dans des conditions plus mauvaises et leur situation est aggravée lorsqu'elles ont la garde de leurs enfants¹⁴.

9. Une loi globale a été adoptée pour combattre la violence contre les femmes¹⁵ mais elle n'est pas accompagnée d'un règlement d'application ni d'un budget qui permettent de la concrétiser. Il n'y a pas eu de création de foyer pour la protection des victimes et le Système de prévention, de traitement et de répression de la violence à motivation sexiste ne fonctionne pas. L'impunité est fréquente, il subsiste des obstacles pour les femmes dans l'accès à la justice et celle-ci est très lente¹⁶.

10. Il n'existe pas de politique publique globale de protection des enfants et des adolescents¹⁷ ni de plan d'éradication des pires formes de travail des enfants¹⁸. La Bolivie ne possède pas non plus de politique visant à protéger les enfants qui vivent en prison avec leurs parents privés de liberté.

11. En ce qui concerne la traite et le trafic des êtres humains¹⁹, il existe une loi globale, une politique publique et des instances d'État et l'on enregistre des progrès dans le contrôle des sorties d'enfants et d'adolescents du territoire²⁰. Il est recommandé de renforcer le

travail des services compétents aux frontières, de la police spécialisée et du ministère public, de créer des foyers d'accueil temporaire pour les victimes et de promouvoir l'affectation d'un budget, en exerçant un contrôle plus étroit sur les agences d'emploi privées²¹. Il est nécessaire d'élaborer une politique de retour et d'insertion professionnelle pour les victimes et d'accélérer la révision du Code de procédure pénale²².

12. En ce qui concerne les recommandations²³ relatives à l'administration de la justice, les projets de loi relatifs au Code de procédure pénale, au Code de l'agriculture et de l'environnement et au Code du travail sont en instance d'adoption²⁴. L'administration de la justice demeure en crise, malgré l'élection en 2011 des magistrats ou des membres du Tribunal constitutionnel plurinationnel, du Tribunal suprême et du Conseil de la magistrature²⁵.

13. Plus de 80 % de la population carcérale n'a pas été jugée. Il convient de signaler que malgré la recommandation du DPB et d'autres instances, le critère du danger effectif pour la société ou pour la victime comme motif de détention a été inscrit dans le projet de loi sur le Code de procédure pénale²⁶.

14. Plus de cinq ans après les faits survenus à Chuquisaca et Pando, les procès pénaux ne sont pas terminés, à cause d'incidents de procédure et du peu d'empressement à faire la lumière sur l'affaire et à punir les responsables²⁷.

15. Le taux de chômage urbain déclaré est tombé à 3,2 %, mais le problème principal demeure la précarité de l'emploi²⁸. La majorité des femmes sont employées dans le secteur informel, plus de 30 % sont chefs de famille et beaucoup d'entre elles travaillent, avec leurs enfants, dans des conditions d'insécurité et d'insalubrité, dans les activités extractives à petite échelle. Il est nécessaire d'élaborer des politiques publiques à leur intention²⁹.

16. Concernant la sécurité sociale³⁰, on peut signaler les changements apportés par l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, la création d'une rente solidaire et d'une rente de base³¹. Toutefois, la réforme n'a pas tenu compte des différences de genre et les femmes sont exclues du champ de la loi qui régleme le travail familial salarié³².

17. Il convient de souligner l'extension des services d'adduction d'eau potable. Néanmoins, il n'a pas été promulgué de loi sur l'eau pour la gestion et l'entretien de ces services³³.

18. Malgré l'augmentation du budget et du champ d'application des programmes de santé³⁴, on note l'absence de qualité et le caractère impersonnel des soins et des différences entre zones rurales et zones urbaines. L'inexistence de l'assurance maladie universelle prévue par la Constitution est préoccupante³⁵.

19. Il n'existe pas de règle ni de politique publique concernant le droit à la santé sexuelle et procréative; on note la persistance des grossesses chez les adolescentes, de la mortalité maternelle à la suite d'avortements clandestins et du cancer du col de l'utérus et du sein³⁶.

20. La Bolivie a formulé des règles sur le droit à l'éducation³⁷ et l'éducation interculturelle bilingue, ainsi que des projets visant à éradiquer l'analphabétisme, à promouvoir l'insertion scolaire, la prévention des abandons en cours d'études et la formation du personnel enseignant. Il est préoccupant que l'éducation inclusive pour les personnes handicapées ne se soit pas entièrement concrétisée. Il n'existe pas de mesures globales de prévention de la violence dans la salle de classe³⁸. Le DPB a pris l'initiative de mesures visant à extraire des prisons la population concernée, ce qui a permis de placer 35 % des filles et des garçons dans la famille élargie ou dans des centres d'accueil de l'État³⁹.

21. Les peuples autochtones⁴⁰ enregistrent le taux le plus élevé d'extrême pauvreté et l'on constate la division de leurs organisations, et la création d'entités parallèles et de luttes intestines entre celles qui appuient le Gouvernement et celles qui le contestent⁴¹. En ce qui concerne le droit à la consultation préalable, libre et éclairée, on observe des progrès à l'échelon des arrêts de la juridiction constitutionnelle; néanmoins, il est nécessaire d'adopter une loi qui régleme la consultation participative du public dans le cadre de la Constitution et des conventions internationales⁴². Il convient de souligner l'adoption du principe de la dotation de terres pour éradiquer la servitude et de l'inscription correspondante dans les registres, ainsi que l'action du peuple guarani pour la défense de ses droits. Malgré cette action, le problème a pris des formes qui perpétuent le système⁴³.

22. La Bolivie a promulgué une loi sur les migrations⁴⁴ qui accorde des droits égaux aux migrants, y compris une période de grâce pour régulariser leur situation. Il est regrettable que le coût des formalités soit élevé, ce qui rend difficile l'accès aux moyens de régularisation; il est regrettable aussi qu'il n'existe pas de politique publique globale qui garantisse le retour volontaire et l'intégration et que la loi ne prévoise pas l'existence au DPB d'une instance de protection des Boliviens et des Boliviennes à l'étranger⁴⁵.

II. Renseignements reçus d'autres parties prenantes

A. Renseignements d'ordre général et cadre

1. Étendue des obligations internationales⁴⁶

23. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIADH) rapporte que la Bolivie n'a pas ratifié le Protocole à la Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant de la peine de mort (ACHR-P2)⁴⁷. La Coalition mondiale contre la peine de mort engage instamment la Bolivie à ratifier ce protocole⁴⁸.

2. Cadre constitutionnel et législatif

24. L'organisation Human Rights Watch (HRW) recommande à la Bolivie de transposer le Statut de Rome dans sa législation nationale, notamment en incorporant dans celle-ci des dispositions visant à coopérer rapidement et sans réserve avec la Cour pénale internationale et à engager des enquêtes et des poursuites pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre devant ses tribunaux nationaux⁴⁹.

25. Amnesty International (AI) recommande à la Bolivie de faire en sorte que la définition et la répression du crime de torture prévues par le Code pénal soient conformes à la Convention contre la torture et que la mise en œuvre du mécanisme national de prévention soit alignée sur son Protocole facultatif⁵⁰, ainsi qu'il a été recommandé⁵¹.

26. La SRI, le collectif LGBT et la communication conjointe 8 (JS8) recommandent la promulgation d'une loi sur l'identité de genre⁵². La communication recommande aussi de modifier la loi sur l'état civil afin d'y inscrire l'identité de genre comme motif permettant de modifier le nom et le genre dans les papiers d'identité des personnes transsexuelles⁵³.

27. La JS8 recommande de modifier les articles du Code civil et du Code de la famille qui interdisent aux couples du même sexe de fonder une famille et les dispositions du Code de l'enfance et de l'adolescence qui interdisent l'adoption aux couples du même sexe⁵⁴.

28. AI recommande à la Bolivie d'adopter le projet de loi garantissant le droit de recevoir une information sur les services de santé sexuelle et procréative qui est à l'étude⁵⁵.

29. La JS12 recommande que le projet de loi sur le cadre des consultations soit conforme au droit international et garantisse le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones aux décisions concernant des projets touchant leurs droits⁵⁶.

3. Cadre institutionnel, infrastructures des droits de l'homme et mesures de politique générale

30. La JS12 recommande d'améliorer l'infrastructure des services du Médiateur des enfants et des adolescents et des parquets judiciaires⁵⁷.

31. La communication conjointe 6 (JS6) indique qu'il est nécessaire de créer un ministère de l'enfance et de l'adolescence⁵⁸.

32. AI exprime sa préoccupation devant l'absence d'indépendance du mécanisme national de prévention créé en 2013 et qui est actuellement placé sous l'égide du Ministère de la justice⁵⁹. D'après la communication, il faut créer un mécanisme indépendant doté de ressources suffisantes et qui prévoit une réparation intégrale pour les victimes de torture⁶⁰.

33. En ce qui concerne les recommandations relatives au mécanisme et aux politiques de promotion de la femme⁶¹, la communication conjointe 1 (JS1) indique que le Vice-Ministère de l'égalité des chances a subi une perte de prestige qui a réduit son aptitude à définir des politiques publiques et à influencer les autres instances de décision⁶².

34. D'après la JS6, l'exécution du Plan national des droits de l'homme 2009-2013 devrait être évaluée avant l'adoption d'un nouveau plan, lequel devra tenir compte des recommandations issues de l'Examen périodique universel et d'autres mécanismes des droits de l'homme et être accompagné d'un budget⁶³.

35. La JS6 indique que l'élaboration du Plan d'éducation aux droits de l'homme est achevée mais qu'il n'a pas encore été approuvé par un décret suprême⁶⁴.

36. D'après la JS6, la loi et la réglementation qui établissent des mesures de protection des droits des personnes âgées sont adoptées mais celles-ci sont néanmoins l'objet de violences, de mauvais traitements et de discrimination de la part d'institutions publiques et privées. D'après la communication, il faut mettre en œuvre des programmes de sensibilisation concernant la vieillesse et le vieillissement⁶⁵.

37. AI se félicite du Plan stratégique national sur la santé sexuelle et procréative 2009-2015⁶⁶ et recommande de fournir des ressources pour l'appliquer⁶⁷.

38. La SRI, le collectif LGBT et la JS8 évoquent des recommandations⁶⁸ concernant l'identité de genre. La communication recommande d'appliquer un plan d'action contre la discrimination motivée par l'orientation sexuelle et l'identité de genre et de remplir l'engagement de promouvoir les Principes de Jogjakarta inscrits dans le Plan national des droits de l'homme. La communication recommande aussi de donner des instructions au Comité national contre le racisme et la discrimination pour qu'il fasse rapport sur les cas de discrimination envers les personnes LGBT et qu'il mène des campagnes de sensibilisation et de formation⁶⁹.

B. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

39. Concernant les recommandations portant sur les mécanismes relatifs aux droits de l'homme⁷⁰, la JS6 indique que la Bolivie ne possède pas de mécanisme d'application et de suivi des recommandations⁷¹.

C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Égalité et non-discrimination

40. La JS12 évoque les recommandations sur le sexisme⁷² et recommande la conduite de campagnes publiques de sensibilisation aux questions de genre⁷³.

41. En ce qui concerne les recommandations sur la discrimination⁷⁴, la JS1 indique que la politique 2012-2015 contre le racisme et toutes les formes de discrimination n'a pas été approuvée par l'Organe exécutif, ce qui empêche son application et l'affectation de ressources⁷⁵. Aussi bien les opérateurs que les administrateurs de la justice ne tiennent pas compte de la loi n° 45 contre le racisme et toutes les formes de discrimination (2010), ce qui rend difficile le processus de dépôt de plaintes. D'après la communication, il est nécessaire de se préoccuper du rôle des moyens de communication et du contenu sexiste de leurs programmes⁷⁶.

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

42. La JS6 signale que la Bolivie doit adopter des mesures de prévention et améliorer l'action de l'appareil judiciaire afin de gagner la confiance des citoyens et intervenir lorsqu'il y a des actes de lynchage⁷⁷.

43. La JS6 indique qu'il est nécessaire de mener à bien des enquêtes sur les actes présumés de torture, de prononcer les sanctions qui conviennent et de décider d'une réparation totale⁷⁸. HRW recommande d'éviter la lenteur dans les enquêtes sur les allégations de torture⁷⁹.

44. AI, HRW, la JS1 et la JS12 évoquent les recommandations sur les conditions de vie dans les prisons⁸⁰. AI recommande d'améliorer la situation conformément aux normes internationales et de pourvoir aux besoins particuliers des enfants qui vivent en prison avec leurs parents⁸¹. La JS12 recommande d'appliquer les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes⁸². HRW recommande de réduire le surpeuplement carcéral, de fournir aux détenus une alimentation convenable et des soins médicaux adéquats et de limiter leur prise de pouvoir dans les prisons, qui conduit à la violence entre bandes rivales⁸³.

45. L'ACISJF IN-VIA recommande d'améliorer les conditions de détention des femmes et des enfants⁸⁴. La JS6 et la JS4 indiquent qu'il est nécessaire d'établir une politique prévoyant des solutions d'hébergement pour les enfants des personnes privées de liberté⁸⁵. La JS4 exprime sa préoccupation devant les agressions sexuelles contre des garçonnetts, des fillettes et des adolescents dans les centres de privation de liberté pour hommes⁸⁶.

46. AI et HRW relèvent que la Bolivie a souscrit aux recommandations visant à soutenir les droits des femmes et des filles⁸⁷. Une législation tendant à prévenir et punir la violence contre les femmes a été votée et est appliquée⁸⁸. HRW note toutefois que les femmes et les filles demeurent en situation de grand risque et recommande d'appliquer les dispositions inscrites dans la loi, par exemple la construction de foyers pour les femmes⁸⁹. La JS12 recommande de mener une action de formation et de sensibilisation sur la violence à motivation sexiste à l'intention des agents de l'appareil judiciaire et du secteur public et du public en général⁹⁰. La Fundación Levántate Mujer rapporte que la loi n'est pas appliquée intégralement parce que la loi précédente (1647) contre la violence familiale n'a pas été abrogée. Il existe des lacunes et des incohérences juridiques qui empêchent les autorités de se conformer à la nouvelle loi⁹¹. La JS1 indique qu'on n'a pas créé de tribunaux spécialisés et qu'il n'existe pas de service d'enregistrement unique chargé de centraliser l'information.

Elle recommande de créer les instances prévues pour garantir un accueil, une protection et des réparations aux femmes ainsi que la punition des agresseurs⁹².

47. L'Initiative mondiale pour l'élimination de tous les châtiments corporels infligés aux enfants rapporte que ces châtiments sont licites dans les familles, dans les établissements de protection de remplacement, dans les foyers de jour et les établissements pénaux, et que leur licéité en tant que sentence dans la justice autochtone n'est pas claire, malgré les recommandations du CRC et les recommandations acceptées de l'EPU⁹³. L'Initiative mondiale recommande que le projet de code de l'enfance et de l'adolescence, qui prévoit l'interdiction de tous les châtiments corporels infligés aux enfants, y compris dans les familles, soit adopté⁹⁴. La JS4 souligne la nécessité d'instituer des politiques de prévention qui aboutissent à modifier les mentalités⁹⁵. La JS12 recommande entre autres choses de garantir que les institutions publiques et privées compétentes disposent de procédures internes permettant de dénoncer les incidents⁹⁶.

48. La JS1, la JS4, la JS6 et la Fundación Levántate Mujer évoquent des recommandations⁹⁷ et des mesures visant à prévenir et traiter les cas de traite et de trafic d'êtres humains. D'après la JS1, il est nécessaire d'intensifier la prévention, la protection et l'aide aux victimes⁹⁸. L'ACISJF IN-VIA indique que le texte d'une stratégie nationale a été rédigé et elle recommande de modifier le Code pénal pour donner plus d'efficacité à cette stratégie⁹⁹. La JS4 recommande de renforcer les mécanismes de contrôle et de mener des programmes de lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite qui garantissent l'ouverture d'enquêtes et la punition des délinquants¹⁰⁰. La Fundación Levántate Mujer recommande d'agir auprès des organismes publics, des institutions privées et de la société civile et d'assurer une coordination avec les pays voisins¹⁰¹.

49. Concernant les recommandations relatives au travail des enfants¹⁰², la JS9 recommande d'élaborer un plan stratégique national d'éradication progressive et de poursuivre le programme de scolarisation des enfants travailleurs¹⁰³.

50. La JS12 recommande de protéger les adolescents et les enfants de moins de 14 ans qui sont obligés de travailler en appliquant des politiques tenant compte de leur situation familiale et de l'article 27 3) de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁰⁴. La Fundación Levántate Mujer recommande de lancer la campagne «Triple Sello» dans tout le pays et de coopérer avec les médias pour mieux sensibiliser la population¹⁰⁵. La communication conjointe 9 (JS9) recommande de promouvoir la politique du «Triple Sello» dans toutes les entreprises publiques ou privées¹⁰⁶.

51. La JS4 et la JS12 recommandent de mettre en œuvre des politiques publiques visant à éradiquer le travail des enfants lorsqu'il est dangereux¹⁰⁷.

52. Concernant les recommandations relatives aux enfants des rues¹⁰⁸, la JS9 recommande de mener des campagnes de sensibilisation pour éliminer le cliché «rue-délinquant-toxicomane», et d'adopter des programmes d'orientation, de soutien sociofamilial et d'intégration¹⁰⁹.

53. L'ACISJF IN-VIA indique que le problème de la servitude et du travail forcé persiste, notamment par suite de pratiques culturelles qui sont très enracinées¹¹⁰. La JS6 signale que la Bolivie doit posséder un plan global destiné à résoudre le problème du travail forcé et de l'exploitation¹¹¹.

3. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

54. AI, HRW et la JS6 évoquent les recommandations visant à renforcer l'indépendance et le fonctionnement de la justice¹¹². AI recommande de s'attaquer à l'arriéré judiciaire¹¹³. La JS6 indique que la Bolivie doit aménager ses procédures d'élection des agents de la justice de manière à garantir leur compétence et leur probité, établir une carrière judiciaire,

renforcer l'Organe judiciaire et en garantir l'indépendance¹¹⁴. HRW recommande d'adopter des critères destinés à limiter la faculté pour les juges d'envoyer des suspects en détention avant jugement, de mettre en place des solutions de rechange à la détention préventive et de limiter rigoureusement la durée de celle-ci¹¹⁵.

55. HRW recommande au ministère public d'ouvrir rapidement une enquête approfondie et impartiale concernant toutes les plaintes de violence à motivation sexiste, y compris les allégations de «féminicide»¹¹⁶

56. Concernant les recommandations relatives aux adolescents en conflit avec la loi, la JS4 recommande d'appliquer les critères établis dans la Convention relative aux droits de l'enfant pour l'exécution de la justice et de mettre en œuvre une politique nationale garantissant une bonne réinsertion et la prévention de la récidive¹¹⁷.

57. HRW relève que le projet de création d'une commission de la vérité annoncé par l'administration en 2008 ne s'est pas concrétisé¹¹⁸. AI recommande de renforcer les mécanismes visant à rendre justice aux victimes de violations des droits de l'homme commises entre 1964 et 1982, notamment en ouvrant des enquêtes pour traduire les responsables en justice; de garantir que toute commission de la vérité réponde aux critères d'indépendance et d'autonomie et qu'elle ne se substitue pas à une procédure judiciaire; et d'assurer une réparation aux victimes, notamment par la mise en place d'un mécanisme chargé d'examiner les demandes présentées en vertu de la loi n° 2640¹¹⁹.

58. En ce qui concerne l'application des recommandations sur l'impunité¹²⁰, la Plataforma de Luchadores Sociales (PLS) indique que sur 6 000 demandes de dédommagement présentées dans le cadre de la loi n° 2640, moins d'un tiers ont été couronnées de succès, par suite de la rigueur des conditions à remplir, de la rigidité des délais et du manque d'information sur les lois et leur règlement d'application¹²¹. La PLS et aussi la JS6 évoquent la destruction, causée par un incendie en 2014, des dossiers des victimes de la dictature conservés par elle, dossiers recueillis à l'intention de la Commission interaméricaine des droits de l'homme¹²².

59. La JS6 indique que l'on n'a pas pu accéder aux archives militaires des régimes dictatoriaux et que des centaines de cas de disparitions forcées n'ont pas été élucidés¹²³. HRW recommande aux forces armées de collaborer activement avec les enquêteurs¹²⁴.

60. AI note que la Bolivie a accepté les recommandations visant à améliorer le traitement d'affaires très importantes comme le massacre de Pando en 2008 et les violences de Sucre en 2008¹²⁵. Les procès sont toujours en cours¹²⁶. HRW recommande aux tribunaux d'éviter les lenteurs inutiles et d'engager rapidement des procès pour les violations des droits de l'homme qui ont été commises sous les gouvernements autoritaires entre 1964 et 1982 ainsi que pendant les incidents de Pando et de Santa Cruz¹²⁷.

61. En 2010, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a déclaré l'État de Bolivie responsable de la disparition forcée de MM. Rainer Ibsen Cárdenas et José Luis Ibsen Peña¹²⁸.

4. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique et droit de participer à la vie publique et politique

62. Conscience and Peace Tax International – Mouvement international de la réconciliation (CPTI-IFOR) relève l'absence de disposition juridique concernant l'objection au service militaire, les restrictions apportées aux droits civils des personnes qui n'ont pas accompli le service militaire, y compris les objecteurs de conscience et le service militaire des personnes de moins de 18 ans sous forme de service prémilitaire volontaire. L'organisation précise qu'il n'y a pas eu de progrès dans l'adoption du nouveau projet de loi sur le service militaire approuvé par la Chambre des députés en 2008¹²⁹.

63. CIVICUS – Fundación CONSTRUIR sont préoccupés par le recours à des obstacles judiciaires, financiers et administratifs pour limiter la liberté d'expression, l'indépendance des médias, l'accès à l'information et la liberté d'association¹³⁰. Ils appellent le Gouvernement à condamner les persécutions contre les journalistes et à enquêter sur toutes les affaires¹³¹.

64. HRW relève que la Bolivie a souscrit aux recommandations visant à promouvoir et protéger la liberté d'expression¹³². Elle recommande de veiller à ce que toute la législation régissant la liberté de parole soit conforme aux normes internationales comme celles qui sont énoncées dans le cadre juridique interaméricain relatif au droit à la liberté d'expression¹³³.

65. Depuis 2008, Reporters sans frontières (RSF-RWB) invite instamment la Bolivie à reconnaître la gravité de crimes récents commis contre des travailleurs des médias et à ouvrir des enquêtes approfondies à ce sujet¹³⁴.

66. L'Asociación de Periodistas de La Paz évoque un attentat contre un journaliste perpétré dans le département de Tarija et les accusations de racisme portées contre un journaliste et trois médias par les autorités¹³⁵.

67. RSF-RWB indique qu'une nouvelle loi sur les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication a été adoptée en 2011, mais déplore que cette loi autorise le Gouvernement à intercepter les communications téléphoniques et recommande l'abrogation de ses articles 111 et 112¹³⁶. Les lois en vigueur n'accordent aucune protection aux journalistes, aux blogueurs et aux internautes qui s'expriment par les médias en ligne¹³⁷.

68. CIVICUS – Fundación CONSTRUIR invite la Bolivie à créer un environnement propice au bon fonctionnement de la société civile, conformément aux droits garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, à faire des enquêtes sur les auteurs d'actes de violence contre ces défenseurs et à les traduire en justice et à rapporter sa menace d'expulser des organisations étrangères de la société civile¹³⁸.

69. AI recommande de revoir la loi n° 351 et le décret suprême n° 1597 afin de garantir que les obligations imposées aux ONG et aux entités sans but lucratif ne limitent pas leur indépendance ou leur aptitude à mener un travail légitime¹³⁹. La JS6 indique qu'il convient d'accorder une sécurité juridique aux ONG¹⁴⁰.

70. Le 17 octobre 2011, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a invité instamment la Bolivie à garantir l'intégrité physique et la sécurité des participants à une marche de protestation contre la construction d'une autoroute à travers le territoire autochtone du parc national Isoboro-Sécure (TIPNIS)¹⁴¹. Elle a recommandé l'ouverture rapide d'enquêtes indépendantes et la traduction en justice des personnes soupçonnées de responsabilité pénale¹⁴².

71. Concernant les recommandations relatives à la participation des femmes à la vie politique¹⁴³, la JS1 indique qu'il faut renforcer les mécanismes permettant l'application de la loi n° 243 «contre le harcèlement et la violence politique à l'égard des femmes»¹⁴⁴.

5. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

72. La JS1, se référant aux recommandations sur le travail et la sécurité sociale¹⁴⁵, relève que selon les indicateurs statistiques les femmes demeurent désavantagées¹⁴⁶. La JS12 recommande de créer plus de possibilités de travail décent pour les femmes, y compris l'accès au crédit¹⁴⁷.

73. La JS8 recommande d'inciter les chefs d'entreprise à éviter la discrimination envers les personnes LGBT et de condamner la discrimination et le refus d'emploi dont ces personnes sont l'objet¹⁴⁸.

74. La JS6 indique que le Ministère du travail doit créer des mécanismes garantissant le recrutement des personnes handicapées¹⁴⁹.

6. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

75. La Fundación Agua ConVida indique que malgré les progrès accomplis dans la reconnaissance de l'eau et de l'assainissement comme étant un droit de l'homme, l'accès à ces éléments demeure un problème à El Alto et elle demande que l'on réalise les objectifs du Millénaire pour le développement¹⁵⁰.

76. La JS12 recommande à la Bolivie de faire de l'accès à l'eau potable un droit prioritaire¹⁵¹.

77. Concernant une recommandation relative au logement¹⁵², la JS1 indique que l'absence d'accès à une information ventilée par sexe et permettant d'évaluer les progrès de la condition de la femme est un problème préoccupant¹⁵³.

7. Droit à la santé

78. La JS6 indique que d'une manière générale le système de santé publique est déficient. Il convient d'améliorer l'offre hospitalière et les services de médecine spécialisée, de fournir des moyens et des infrastructures et d'éliminer les inégalités dans la qualité des services¹⁵⁴.

79. La JS12 évoque des recommandations visant à améliorer l'accès aux soins de santé¹⁵⁵. Elle recommande d'accorder l'assurance maladie gratuite à tous les enfants, de 5 à 18 ans, et le libre accès aux soins de santé aux femmes à tous les stades de la vie¹⁵⁶.

80. AI indique que les recommandations préconisant la réduction de la mortalité maternelle et une législation sur les droits à la santé sexuelle et procréative ne sont pas encore appliquées¹⁵⁷.

81. La JS1 indique que le taux de mortalité maternelle demeure élevé, principalement en zone rurale. Les cas de grossesse chez les adolescentes sont préoccupants et il est nécessaire d'assurer une information sur la santé sexuelle et procréative dans les établissements d'enseignement¹⁵⁸.

82. IPAS et SRI recommandent d'appliquer des politiques publiques garantissant aux femmes des services d'avortement légal¹⁵⁹.

83. IPAS, SRI et AI recommandent de réformer le Code pénal pour dépénaliser l'avortement dans tous les cas¹⁶⁰. HRW indique qu'il faut adopter des réformes juridiques concernant l'obligation d'autorisation judiciaire préalable pour les avortements thérapeutiques et les avortements en cas de viol et d'inceste¹⁶¹.

84. AI relève que l'avortement est criminalisé sauf lorsque la vie ou la santé de la femme est en danger ou lorsque la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste. L'organisation se félicite de ce qu'en 2004 la Cour constitutionnelle ait décidé que l'obligation d'autorisation judiciaire pour pratiquer un avortement était contraire à la Constitution¹⁶². Elle recommande de faire en sorte que les femmes et les jeunes filles qui demandent ou obtiennent un avortement ainsi que les médecins qui le pratiquent ne fassent pas l'objet de sanctions pénales, d'éliminer tous les obstacles pratiques à l'avortement sûr et légal et de veiller à ce que des services de santé sexuelle et procréative soient disponibles¹⁶³.

85. La JS8 recommande l'élaboration de guides à l'intention du personnel médical concernant les soins destinés aux personnes LGBT¹⁶⁴.

86. Concernant les personnes atteintes du VIH/sida, la JS6 indique que la carence dans l'affectation de budgets pour la prise en charge globale, y compris la fourniture de médicaments antirétroviraux, est un sujet de préoccupation¹⁶⁵.

8. Droit à l'éducation

87. Les JS9, JS1, JS4, JS6 et JS12 évoquent les recommandations relatives à l'éducation¹⁶⁶. La JS9 recommande ce qui suit: promulguer les règlements sur la réforme de l'enseignement; stimuler la formation en matière de droits de l'homme; poursuivre l'inscription des enfants à l'état civil, en particulier ceux des peuples originaires et des enfants des rues; élaborer une politique nationale qui développe l'accès à l'enseignement et lancer des programmes d'enseignement technique¹⁶⁷. La JS6 indique qu'il convient d'élaborer une politique d'amélioration qualitative de l'enseignement¹⁶⁸. La JS12 recommande d'augmenter le budget de l'enseignement et du développement humain et de doter les zones périurbaines et rurales d'une infrastructure suffisante et équitable de l'enseignement¹⁶⁹. La JS1 signale qu'il convient d'établir des statistiques sur l'éducation des personnes handicapées et l'alphabétisation¹⁷⁰.

88. La JS12 recommande à la Bolivie d'inscrire les questions de genre dans les programmes d'études et la formation des maîtres¹⁷¹.

89. La JS8 recommande d'instituer des règles garantissant l'accès à l'enseignement pour les personnes LGBT, notamment une loi contre le harcèlement scolaire qui englobe les brimades motivées par l'orientation sexuelle et l'identité de genre¹⁷².

9. Personnes handicapées

90. Concernant les recommandations relatives aux personnes handicapées¹⁷³, la JS6 indique que le décret d'application de la loi générale n° 233 sur les personnes handicapées est incompatible avec la loi proprement dite et qu'il a été refusé par plusieurs organisations concernées¹⁷⁴.

10. Peuples autochtones

91. L'ACISJF IN-VIA recommande de consolider les droits des peuples autochtones et de vérifier l'application de la loi visant à éliminer la discrimination à l'égard de ces peuples¹⁷⁵.

92. AI note que les recommandations sur les droits des peuples autochtones n'ont pas toutes été appliquées intégralement¹⁷⁶. Elle recommande à la Bolivie de faire en sorte que la législation sur le droit de ces peuples à consultation et au consentement libre, préalable et éclairé soit conforme aux obligations internationales relatives aux droits de l'homme, et que tous les représentants des peuples autochtones soient associés au processus de consultation sur la législation¹⁷⁷.

93. La CIDOB-CONAMAQ évoque la non-observation de l'obligation de consulter les peuples autochtones et indique que l'action du Gouvernement à l'égard du mouvement autochtone a pour objectif de fomenter une division et de fragiliser ses institutions¹⁷⁸. La Confédération recommande à la Bolivie de renforcer ses efforts pour réaliser les engagements pris envers les peuples autochtones en matière de droits de l'homme, en particulier ceux qui sont prévus par la Convention n° 169 de l'OIT, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et l'article 30 de la Constitution¹⁷⁹.

94. International Human Rights Clinic (IHRC) recommande de prendre des mesures pour garantir que les peuples autochtones touchés par des projets économiques ou des projets de développement soient convenablement et équitablement consultés, conformément à la Convention n° 169 de l'OIT¹⁸⁰.

95. AI recommande de faire en sorte que toute décision concernant la construction de l'autoroute dans le territoire autochtone et le parc national Isiboro-Sécure (TIPNIS) ne soit pas appliquée tant qu'il ne sera pas fait droit pleinement aux revendications soulevées dans le processus de consultation de 2012 par les communautés concernées¹⁸¹.

11. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

96. La Fundación Levántate Mujer recommande de mettre en place des mécanismes visant à enregistrer l'information concernant les courants de migration et à vérifier la diffusion de la nouvelle loi sur les migrations (2013), notamment dans les lieux de transit¹⁸².

97. La JS6 signale que l'État devrait adhérer à la Convention de La Haye de 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers¹⁸³.

98. D'après la JS6, il importe que les autorités s'abstiennent de faire des déclarations qui établissent un lien entre la sécurité publique et les ressortissants étrangers ce qui est source de stigmatisation, de discrimination et de xénophobie¹⁸⁴.

99. Le 25 novembre 2013, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a déclaré que la Bolivie était responsable, envers les membres de la famille Pacheco Tineo¹⁸⁵, de la violation du droit de demander et recevoir l'asile, du principe du non-refoulement et des droits à être entendu avec les garanties voulues, à la protection judiciaire, à l'intégrité physique et morale et à la protection des enfants et de la famille.

12. Questions environnementales

100. La CORIDUP note que la mine d'or de Kori Kollo, aujourd'hui fermée, a provoqué une contamination grave des eaux et des sols dont les communautés autochtones sont tributaires et que le Gouvernement n'a pas encore rempli ses obligations. Elle recommande de réformer les lois sur les industries extractives et les moyens d'application de ces lois afin de rendre les sociétés minières entièrement responsables de la fermeture et du nettoyage des mines, de la remise en état des terres, du cautionnement des opérations de remise en état et de la surveillance de l'environnement à long terme¹⁸⁶.

101. La communication conjointe 2 (JS2) indique que les communautés originaires paysannes des bassins de Desaguadero, Huanuni, Poopó et Cañadón Antequera et la nation originaire Uru ont constaté avec préoccupation les changements néfastes dus à la contamination de l'environnement. La communication recommande à la Bolivie d'élaborer une politique publique pour traiter ces problèmes¹⁸⁷.

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org. (One asterisk denotes a national human rights institution with "A" status).

Civil Society

Individual submissions:

| | |
|-----------------|--|
| ACISJF – IN VIA | Association Catholique Internationale de Services pour la Jeunesse Femenine/ Asociación Católica Internacional de Servicios para la Juventud Femenina, Genève (Switzerland); |
| AI | Amnesty International, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); |

| | |
|---------------------------|---|
| APLP | Asociación de Periodistas de La Paz, La Paz, (Bolivia); |
| Coalition of NGOs | Foundation Levántate Mujer, Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, Genève (Switzerland); |
| CORIDUP | Coordinadora en Defensa del Río Desaguadero y los Lagos Uru Uru y Poopó, Oruro (Bolivia); |
| GIEACPC | Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); |
| HRW | Human Rights Watch, Genève (Switzerland); |
| IHRC-UO | International Human Rights Clinic, Oklahoma (United States of America); |
| PLS | Plataforma de Luchadores Sociales contra la Impunidad por la Justicia y por la Memoria Histórica del Pueblo Boliviano, La Paz, (Bolivia); |
| RSF-RWB | Reporters Without Borders International, Paris (France); |
| SRI–Colectivo TLGB | Colectivo LGBT de Bolivia & the Sexual Rights Initiative, Ottawa (Canada); |
| WCADP | World Coalition Against the Death Penalty, Montreuil (France); |
| <i>Joint Submissions:</i> | |
| JS1 | <p>Joint submission No. 1 – Informe sobre los Derechos Humanos de las Mujeres by: Coalition of 39 NGOs for UPR-Bolivia, La Paz, (Bolivia):</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Comunidad de Derechos Humanos (Coordinación); 2. Foro Ciudadano de Articulación de Mujeres por la Equidad e Igualdad – Oruro (AMUPEI); 3. Centro de Capacitación y Formación Política para Mujeres (CCIMCA); 4. Asamblea Permanente de los Derechos Humanos Regional El Alto; 5. Asociación de Alcaldesas y Concejales de Bolivia – ACOBOL; 6. Campaña Boliviana por el Derecho a la Educación; 7. Capacitación y Derechos Ciudadanos (CDC); 8. Capítulo Boliviano de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (CBDHDD); 9. Católicas por el Derecho a Decidir; 10. Casa de la Mujer; 11. Centro Afroboliviano para el Desarrollo Integral y Comunitario (CADIC); 12. Centro de Información y Desarrollo de la Mujer (CIDEM); 13. Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza; 14. Centro Femenino Victoria; 15. Centro Juana Azurduy; 16. Coalición Comunitaria Cotahuma; 17. Colectivo DECIDE; 18. Colectivo Cabildeo; 19. Coordinadora de la Mujer; 20. Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres (ECAM); 21. Federación Nacional de Cooperativas Mineras de Bolivia (FENCOMIN); 22. Fundación Centro de Cultura Popular (FCCP); 23. Fundación Construir; 24. Fundación La Paz; 25. Fundación Solón; 26. IPAS Bolivia; 27. Instituto de Formación Femenina Integral (IFFI); 28. Mesa Nacional de Derechos Sexuales y Derechos Reproductivos; 29. Observatorio del Racismo; 30. Organización Nacional de Activistas por la Emancipación de la Mujer (ONAEM); 31. Programa de Apoyo al Desarrollo Municipal PADEM; 32. Red Boliviana de Mujeres Transformando la Economía – REMTE; 33. Red de Participación y Justicia; 34. Red Habitat; 35. Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social (UNITAS); 36. Centro de Investigación y Promoción del Campesinado (CIPCA); 37. Centro de Investigación y Apoyo Campesinado (CIAC); 38. Instituto Politécnico Tomás Katari (IPTK); 39. Coordinadora de la Mujer (COOMUJER). |
| JS2 | Joint submission No. 2 by: Central Kochi Piakala, Oruro (Bolivia) y Organización Territorial de Bases, Oruro (Bolivia); |
| JS3 (Ipas & SRI) | Joint submission No. 3 by: Ipas & the Sexual Rights Initiative (SRI). The members of the Sexual Rights Initiative coalition are: Action Canada for Population and Development (ACPD) (in consultative status with ECOSOC), Akahatá – Equipo de Trabajo en Sexualidades y Géneros, Coalition of African Lesbians (CAL), Creating Resources for Empowerment in Action (CREA; India), Federation for Women and Family Planning (Poland) (in consultative status with ECOSOC), Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), Ottawa (Canada); |

- JS4 **Joint submission No. 4** – Informe sobre los Derechos Humanos de Niñas, Niños y Adolescentes – by Coalición de 27 organizaciones de la sociedad civil/ONG presentes en Bolivia: Comunidad de Derechos Humanos (Coordinación); Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Pando; Asociación Colmena Juvenil; Asociación de Mujeres Profesionales de Potosí; Asociación de Residentes y Refugiados Peruanos en Bolivia (ARPEBOL); Canadian Feed The Children – Bolivia; Capitulo Boliviano de Derechos Humanos Democracia y desarrollo (CBDHDD); Casa de la Mujer – Santa Cruz; Católicas por el Derecho a Decidir; Centro Afroboliviano para el Desarrollo Integral y Comunitario (CADIC); Centro de Investigación para el Desarrollo Socioeconómico (CEINDES); CIES, Salud Sexual Salud Reproductiva; Coalición Boliviana por los Derechos de las Niñas, Niños y Adolescentes; Colectivo Decide; Defensa de Niñas y Niños Internacional (DNI); Eco Jóvenes; Foro Indígena; Fundación Colectivo Cabildeo; Junta Vecinal de Oruro FEJUVE; Asociación de Instituciones de Promoción y Educación (red AIPE); Mesa Nacional de Derechos Sexuales y Derechos Reproductivos; Misión Adalum; Observatorio del Racismo; Plan Internacional; Save The Children; Terre Des Hommes. Holanda; Visión Mundial Bolivia, La Paz, (Bolivia);
- JS5 **Joint submission No. 5** by: Coalicion AGUA CON VIDA – coalición de organizaciones sociales de base, La Paz, (Bolivia);
- JS6 – Coalición DH **Joint submission No. 6** – Informe de la Coalicion de ONGs-Bolivia by: – Coordinación: Comunidad de Derechos Humanos; Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Bolivia y Capítulo Boliviano de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo con la participación de 253 organizaciones: DEPARTAMENTO DE LA PAZ: 1. Acción Internacional por la Salud Bolivia (AIS Bolivia); 2. Agrónomos y Veterinarios sin Fronteras; 3. Agua Sustentable; 4. Articulación de Mujeres por la Equidad y la Igualdad (AMUPEI); 5. Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Bolivia; 6. Asamblea Permanente de Derechos Humanos La Paz; 7. Asamblea Permanente de los Derechos Humanos Regional El Alto; 8. Asociación Civil de Desarrollo Social y Promoción Cultura (ADESPROC-Libertad); 9. Asociación Colmena Juvenil; 10. Asociación de Alcaldesas y Concejales de Bolivia – ACOBO; 11. Asociación de Instituciones de Promoción y Educación (AIPE); 12. Asociación de Residentes y Refugiados Peruanos en Bolivia (ARPEBOL); 13. Campaña Boliviana por el Derecho a la Educación; 14. Canadian Feed The Children – Bolivia; 15. Capacitación y Derechos Ciudadanos (CDC); 16. Capítulo Boliviano de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (CBDHDD); 17. Católicas por el Derecho a Decidir – Bolivia; 18. Centro Afroboliviano para el Desarrollo Integral y Comunitario (CADIC); 19. Centro de Cultura Popular (AMAZ-CCP); 20. Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social (CEJIS); 21. Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario (CEDLA); 22. Centro de Información y Desarrollo de la Mujer (CIDEM); 23. Centro de Investigación para el Desarrollo Socioeconómico (CEINDES); 24. Centro de Orientación Socio Legal para Adultos Mayores (COSLAM); 25. Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza (CPMGA); 26. Centro Femenino Victoria M; 27. Centro Juana Azurduy; 28. CIES Salud Sexual y Salud Reproductiva; 29. Coalición Boliviana por los Derechos de las Niñas, Niños y Adolescentes; 30. Coalición Comunitaria Cotahuma; 31. Colectivo DECIDE; 32. Comunidad de Derechos Humanos; 33. Confederación de Trabajadores en Salud de Bolivia; 34. Coordinadora de la Mujer; 35. Defensa de Niñas y Niños Internacional (DNI); 36. ECO JOVENES; 37. Federación Nacional de Cooperativas Mineras de Bolivia (FENCOMIN); 38. Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo (FOBOMADE); 39. Foro Indígena; 40. Fundación Centro de Cultura

Popular (FCCP); 41. Fundación Colectivo Cabildeo; 42. Fundación Construir; 43. Fundación Jubileo; 44. Fundación La Paz; 45. Fundación Solón; 46. Fundación Tierra; 47. Instituto Politécnico Tomás Katari (IPTK); 48. Instituto de Investigación sobre las secuelas de la Tortura y la Violencia Estatal (ITEI); 49. IPAS Bolivia; 50. Liga de Defensa del Medio Ambiente (LIDEMA); 51. Mesa Nacional de Derechos Sexuales y Derechos Reproductivos; 52. Misión Adulam; 53. Observatorio del Racismo; 54. Organización Nacional de Activistas por la Emancipación de la Mujer (ONAEM); 55. Programa de Apoyo al Desarrollo Municipal PADEM; 56. Red Bol; 57. Red Boliviana de Mujeres Transformando la Economía – REMTE; 58. Red de Lucha Contra la Violencia en Razón de Género y Generacional; 59. Red de Participación y Justicia; 60. Red Habitat; 61. SaveThe Children – Bolivia; 62. Terre Des Hommes. Holanda; 63. Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social (UNITAS); 64. Visión Mundial – Bolivia. DEPARTAMENTO DE SANTA CRUZ; 65. Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Santa Cruz; 66. Asociación de Personas con Discapacidad – Cotoca; 67. Asociación de Personas con Discapacidad – Pailón; 68. Asociación de Personas con Discapacidad – Santa Cruz; 69. Colectivo Rebeldía; 70. Defensa de Niñas y Niños Internacional – Santa Cruz (DNI-SC); 71. Desafío – Santa Cruz; 72. Epuá Kuñatay – Santa Cruz; 73. Foro Vecinal – Santa Cruz; 74. Manos para el Mundo; 75. Paz y Esperanza – Santa Cruz; 76. Plataforma de Lucha Contra la violencia – Santa Cruz; 77. Radio Alternativa – Santa Cruz; 78. Radio Santa Cruz; 79. Red Nacional Niños de la Calle – Santa Cruz. DEPARTAMENTO DE COCHABAMBA; 80. Asamblea Permanente de Derechos Humanos Cochabamba-A.P.D.H.C.; 81. Asociación Cochabambina de la Tercera Edad; 82. Ayllus de Cochabamba; 83. Centro Cuarto Intermedio – CCI; 84. Centro una Brisa de Esperanza – CUBE; 85. CIES – Cochabamba; 86. Comisión Interinstitucional De Derechos Humanos Cochabamba – C.I.D.H.C.; 87. Comité de Diversidades Sexuales y Genéricas de Cochabamba – DSG; 88. Defensa de Niñas y Niños Internacional – Cochabamba (DNI-CBBA); 89. Federación Cochabambina de personas con discapacidad – FECOPDIS; 90. Federación Pequeños Comerciantes – Cochabamba; 91. Fundación Uramanta; 92. INFANTE – Cochabamba; 93. Movimiento Franciscano “Justicia y Paz” Bolivia; 94. Oficina Jurídica para la Mujer; 95. Plataforma de Mujeres por la Ciudadanía y la Equidad – PMCE; 96. Programas País – Cochabamba; 97. Red de Mujeres Emprendedoras; 98. RED-TREBOL. DEPARTAMENTO DE TARIJA; 99. Aldeas Infantiles SOS – Tarija; 100. Articulación de Mujeres por la Equidad y la Igualdad – Tarija (AMUPEI); 101. Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Tarija; 102. Centro de Capacitación e Investigación de la Mujer Campesina de Tarija (CCIMCAT); 103. Centro de Estudios Regionales y Desarrollo de Tarija (CERDET); 104. CIES – Tarija; 105. Colectivo TLGB Que Churo; 106. Comunicadores Populares ECAM; 107. Federación de estudiantes de secundaria Tarija; 108. Federación de Personas con discapacidad de Tarija; 109. Federación de Personas con Discapacidad Tarija; 110. Fundación Amanecer – Tarija; 111. Junta de Distrito – Tarija; 112. Junta Departamental de pe Padres –Tarija; 113. Junta Distrital de Padres y Madres de Familia – Tarija; 114. Mujeres en Acción; 115. Mujeres Profesionales –Tarija; 116. Organización de Productores de Tarija (OPTAR). 117. Organización Nacional de Activistas por la Emancipación de la Mujer Tarija (ONAEM-TAR); 118. Pastoral Social Fátima; 119. Pastoral Social Virgen de Fátima – Tarija; 120. Plataforma de Mujeres de Tarija; 121. Red de Mujeres – Tarija; 122. Red de Organizaciones Juveniles – Tarija; 123. Trabajadoras del Hogar Tarija; 124. Trabajadores del Programa de Empleo Urgente Productivo –

Tarija (PEUP); 125. Visión Mundial – Tarija; 126. Vivo en Positivo – Tarija. DEPARTAMENTO DE PANDO; 127. Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Pando; 128. Asociación de Deporte Integrado de Personas con Discapacidad – Pando; 129. Asociación de Personas Con Discapacidad de Pando (ASPEDICAPAN); 130. Asociación de Sordos – Pando (ASORPANDO); 131. Asociación del Adulto Mayor – Pando; 132. Central Indígena de Mujeres Amazónicas de Pando (CIMAP); 133. Centro de Educación Especial – Pando; 134. Centro de Investigación y Promoción del Campesinado – Pando (CIPCA); 135. Comité de Personas con Discapacidad – Pando (CODEPEDIS); 136. Federación del Adulto Mayor-Pando; 137. Instituto Boliviano de la Ceguera – Tukuy Pacha (IBC-Pando); 138. Instituto Nacional de Innovación Agropecuaria y Forestal – Pando (INIAF); 139. Organización de Mujeres Balquirias. DEPARTAMENTO DEL BENI: 140. Activistas por los Derechos Humanos CIMAYAL – BENI; 141. Asamblea Permanente de Derechos Humanos del Beni; 142. Asociación de No Videntes; 143. Asociación de Sordos del Bien (ASORBENI); 144. Central de Mujeres Indígenas del Beni (CMIB); 145. Central de Pueblos Edénicos del Beni (CPEM-B); 146. Central De Pueblos Indígenas del Beni (CPIB); 147. Centro Artesanal San Antonio; 148. Concejo departamental de Personas con Discapacidad del Beni (CODEPEDIS Beni); 149. Coordinadora de la Mujer Beni (COOMUJER –BENI); 150. Escuela Superior de Formación de Maestros; 151. Federación Beniense de Personas con Discapacidad; 152. Federación de Trabajadoras en Educación del Beni; 153. Federación de Trabajadoras en Salud Pública del Beni; 154. Federación de Trabajadores por Cuenta Propia del Beni; 155. Fundación para el Desarrollo Participativo Comunitario – Beni; 156. Instituto para el Desarrollo Humano del Beni (IDH – Beni); 157. Junta de Vecinos 6 de Agosto; 158. Junta de Vecinos Okinawa; 159. Psicólogos sin Fronteras Beni; 160. Red de Jóvenes Tú Decides; 161. Sindicato de Trabajadoras del Hogar Germán Busch; 162. Sindicato de Trabajadoras del Hogar Las Amigas; 163. Sindicato de Trabajadoras del Hogar Pedro Ignacio Muiba; 164. Sub Central Territorio Indígena y Parque Nacional Isiboro-Secure (TIPNIS); 165. Tribunal Disciplinario de la Central De Pueblos Indígenas del Beni (CPIB). DEPARTAMENTO DE CHUQUISACA; 166. Articulación De Mujeres Por La Equidad E Igualdad – AMUPEI; 167. Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Chuquisaca (A.P.D.H.CH.); 167. Asociación Ángeles con Esperanza; 169. Asociación de Intérpretes de Lenguaje de Señas – Sucre; 170. Asociación de Mujeres Adultas Mayores de Chuquisaca (ASAMACH); 171. Asociación de Personas con Discapacidad Física Nueva Esperanza; 172. Asociación De Sordos De Chuquisaca (ASORCH); 173. Centro Cultural Kuska – Sucre; 174. Centro de Estudios y Apoyo al Desarrollo Local (CEADL); 175. Centro de Mujeres Ocuri; 176. Centro Juana Azurduy; 177. Colectivo Feministas Callejeras; 178. Comunidad ALLINKAUSAY TUKUYPAJ; 179. CONSORCIO BOLIVIANO DE JUVENTUDES (COMBOJUV); 180. Deporte Integrado de personas con Discapacidad – Sucre; 181. Federación de Juntas Vecinales de Sucre (FEJUVE Sucre); 182. FEDERACION DEPARTAMENTAL DE LAS PERSONAS CON DISCAPACIDAD CHUQUISACA; 183. Fundación Tierra – Sucre; 184. Fundación Unir – Sucre; 185. Huellas; 186. INSTITUTO POLITECNICO TOMAS KATARI – IPTK; 187. Jóvenes Buscando un Mejor Futuro (JBUMF); 188. Líder ONG; 189. Nación Qhara Qhara Suyu; 190. Nueva Esperanza; 191. Observatorio de Derechos Humanos; 192. PDF CU; 193. Programa Nina; 194. Proyecto Integral de Desarrollo – PROINDES; 195. Radio Tomas Katari de América; 196. REALIDADES; 197. Red de Lucha Contra la Violencia de Género Generacional; 198. Sociedad Científica

- Estudiantes de Derecho. DEPARTAMENTO DE ORURO; 19. Asamblea Permanente de Derechos Humanos – Oruro (APDH – OR) 200. Asociación Civil Equidad T.L.G.B. Oruro; 201. Asociación Comunitaria Distrito 3, Oruro; 202. Asociación Comunitaria Distrito 1, Oruro; 203. Asociación Departamental del Adulto Mayor de Oruro; 204. Asociación Nacional del Adulto Mayor de Bolivia; 205. Centro de Capacitación y Formación Política para Mujeres (CCIMCA); 206. Centro de Investigación Educativo y de Servicios Oruro; 207. CIES – Oruro; 208. Comité Ejecutivo Foro Ciudadano (AMUPEI “EBA”); 209. COMUNIDAD SORA (Provincia Dalence – Oruro); 210. Consejo Consultivo Foro Ciudadano AMUPEI “EBA”; 211. Consultorio Jurídico Integral para la Mujer; 212. Diversidad de Genero Unidos Oruro; 213. Federación de Juntas Vecinales, Juventudes – Oruro (FEDJUVE JUVENTUDES); 214. Federación Departamental de Discapacidad – Oruro (FEDEPDIS Oruro); 215. Federación Departamental de Trabajadores Gremiales de Oruro; 216. FORO – AMUPEI EBA; 217. Fraternidad Cristiana de Personas con Discapacidad – Oruro (FRATER Oruro); 218. Fundación Levántate Mujer; 219. Junta de Vecinos del Distrito 3 de Oruro; 220. Junta de Vecinos Plan 500 – Oruro; 221. Magisterio Huanuni; 222. Organización de Mujeres Bartolina Sisa – Oruro; 223. Organización Nacional de Activistas por la Emancipación de la Mujer – Oruro (ONAEM); 224. Sindicato de Trabajadoras del Hogar Oruro (SINTRAHOR); 225. Unión Departamental del Adulto Mayor UDAM; 226. Universidad Privada Abierta Latinoamericana.
- DEPARTAMENTO DE POTOSÍ: 227. Asamblea Feminista Comunitaria; 228. Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Potosí; 229. Asociación de Esposas de Policías; 230. Asociación de Mujeres Profesionales de Potosí; 231. Asociación Nacional de Suboficiales, Sargentos, Clases y Policías (ANSSCLAPOL); 232. Centro de Investigación y Apoyo Campesinado – Potosí (CIAC); 233. Centro de Orientación Socio Legal para las personas Adultas Mayores – Potosí (COSLAM); 234. Colectivo “A Mi Manera” TLGB; 235. Colectivo Cabildeo – Potosí; 236. Comunidad Paranturi Bartolina Sisa; 237. Consejo de Adultos Mayores; 238. Contexto; 239. Cooperativa Minera San Cristóbal; 240. Deporte Integrado Potosí de Personas con Discapacidad; 241. F.D.M.Q.O.P; 242. Federación de Trabajadoras por Cuenta Propia – Potosí; 243. Fraternidad Cristiana de Personas con Discapacidad – Potosí (FRATER Potosí); 244. Fundación ACLO; 245. Fundación Ecológica Rikcharina; 246. MUSUQ ÑAN – Nuevos Horizontes por un Cambio Social; 247. Nuevo Potosí; 248. Organización Nacional de Activistas por la Emancipación de la Mujer – Potosí (ONAEM); 249. Personas con Discapacidad Encargadas de la Vigilancia del Parque Vehicular; 250. Sindicato de Trabajadoras del Hogar de Potosí; 251. Sociedad Unión Potosí; 252. Universidad Autónoma Tomás Frías; 253. Vida Independiente;
- JS7 **Joint submission No. 7** by: CIDOB-CONAMAQ: Confederación de los Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB) – Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu (CONAMAQ), La Paz-Santa Cruz de la Sierra, (Bolivia);
- JS8 **Joint submission No. 8** by: Mano Diversa Asociación Civil; Red Trebol – Red Nacional de Mujeres Trans de Bolivia; MTN – Mesa de Trabajo Nacional Asociación Civil; ILGA – International Lesbian and Gay Association, Bolivia;
- JS9 **Joint submission No. 9** by: Fundación Marista de Solidaridad Internacional (FMSI), Roma (Italia) y Observatorio Infantojuvenil (Universidad Autónoma Gabriel René Moreno – Facultad de Humanidades), Congregación Marista, Fe y Alegría Bolivia, Fundación

- SEPA, Fundación Son de Vida, Fundación Hombres Nuevos, Fundación SEMBRAR, Fundación Paz y Esperanza, Proyecto Don Bosco, Red Departamental de Protección de la niñez y adolescencia;
- JS 10 (CPTI-IFOR) **Joint submission No. 10** by: Conscience and Peace Tax International (CPTI) – International Fellowship of Reconciliation (IFOR), Genève (Switzerland);
- JS 11 **Joint submission No. 11** by: CIVICUS Johannesburg (South Africa) and Fundación CONSTRUIR, Bolivia;
- JS 12 **Joint submission No. 12** by: Edmund Rice International, Franciscans International, Therapy and Research Institute on the Effects of Torture and State Violence (Instituto de Terapia e Investigación sobre las Secuelas de la Tortura y la Violencia Estatal), Maryknoll Global Concerns Group in Bolivia, VIVAT International, Cochabamba/New York/Geneva;

National human rights institution(s):

DPB Defensoría del Pueblo, La Paz, (Bolivia);*

Regional intergovernmental organization(s):

IACHR-OAS Inter-American Commission on Human Rights – Organization of American States, Washington, D.C. (United States of America).

² The following abbreviations have been used in the present document:

| | |
|------------|---|
| ICERD | International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination |
| ICESCR | International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights |
| OP-ICESCR | Optional Protocol to ICESCR |
| ICCPR | International Covenant on Civil and Political Rights |
| ICCPR-OP 1 | Optional Protocol to ICCPR |
| ICCPR-OP 2 | Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty |
| CEDAW | Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women |
| OP-CEDAW | Optional Protocol to CEDAW |
| CAT | Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment |
| OP-CAT | Optional Protocol to CAT |
| CRC | Convention on the Rights of the Child |
| OP-CRC-AC | Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict |
| OP-CRC-SC | Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography |
| OP-CRC-IC | Optional Protocol to CRC on a communications procedure |
| ICRMW | International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families |
| CRPD | Convention on the Rights of Persons with Disabilities |
| OP-CRPD | Optional Protocol to CRPD |
| CPED | International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance |

³ Reference is made in the present document to the following recommendations (A/HRC/14/7, para. 98):

1. To consider ratifying or acceding to the international human rights instruments to which it is not yet party (Nigeria); to ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Switzerland); to consider ratifying, as early as possible, the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the Second Protocol thereto (Argentina);
2. To continue to exercise its right to self-determination and independence and to move forward with its sovereign commitment to positioning its legal system so as to meet the needs of its people, as is already being done (Cuba);
3. To strengthen its legal framework and mechanism for promoting and protecting the human rights of its population (Lao People's Democratic Republic);

4. To promote the adoption, on a priority basis, of the draft bill for the prevention and elimination of all forms of discrimination and to consider favourably the criminalization of racial discrimination, in keeping with recommendations made by the Committee on the Elimination of Racial Discrimination and other international mechanisms (Mexico); to include the criminalization of all forms of racial discrimination in the draft bill on the elimination of all forms of discrimination, expected to be adopted by the Legislature, as recommended by the Special Rapporteur on indigenous people, the High Commissioner for Human Rights and the United Nations country team, if that has not yet been done (Guatemala);
5. To strengthen the national mechanisms for the advancement of women so that a gender perspective is reflected, in a cross-cutting manner, as a priority issue in policies and sectoral programmes (Mexico);
6. To adopt, as early as possible, a comprehensive law against the trafficking in human beings and to adopt the measures necessary to prevent and combat that scourge (Argentina); and to conclude the development of a national strategy for combating the trafficking in persons and their illicit movement (Belarus);
7. To promulgate, as soon as possible, the new integral law on the sale of children, sexual exploitation and trafficking, and to take concrete and immediate actions to strengthen the National Council against Human Trafficking (Poland);
8. To continue to implement the policies aimed at guaranteeing the best interests of children and adolescents, and to consider the establishment of a children's ombudsman in that context (Bangladesh); to establish an office of the children's ombudsman (Poland);
9. To consider the achievement of the human rights goals approved by resolution 9/12 of the Human Rights Council (Brazil) 3;
10. To strengthen efforts to ensure respect for fundamental human rights (Palestine);
11. To expand its ongoing policies and programmes in order to consolidate the realization of a Bolivia that is plurinational and based on equality and social justice for all (Cuba);
12. To initiate sectoral policies taking into account the needs of certain vulnerable groups (Algeria);
13. To take effective measures and provide funds for the development of standards and policies to meet the needs of the most vulnerable groups in various areas, in particular education, health and housing (Islamic Republic of Iran);
14. To devote special attention to protecting and promoting the rights of women and children in the processes of developing and implementing national policy (Belarus);
15. To reinforce the policy of promoting children's rights and the implementation of the Guidelines for the Alternative Care of Children, according to Human Rights Council resolution 11/7 and General Assembly resolution 64/142 (Brazil) [□];
16. To expeditiously adopt, implement and monitor policies and programmes aimed at combating the sale of children and sexual exploitation and trafficking (Slovakia);
17. To embark on a clear road map for the swift implementation of the legislation and regulatory framework for the new Constitution so that it can make progress with regard to economic, social and cultural rights and to achieve the Millennium Development Goal related to poverty reduction (Syrian Arab Republic);
18. To continue to cooperate with the United Nations and other international organizations to strengthen human rights in Bolivia (Lao People's Democratic Republic);
19. To extend a standing invitation to all special procedures (Brazil); to consent, as early as possible, to all outstanding requests by special procedures to visit Bolivia (Republic of Korea); to respond positively, as soon as possible, to unanswered requests for visits by special procedures rapporteurs (France);
20. To strengthen the fight against discrimination and violence against women (Brazil); to repeal without delay all legislation that discriminates against women, including discriminatory provisions in its criminal and civil law (Netherlands);
21. To continue efforts to eliminate discrimination against indigenous peoples (Azerbaijan);
22. To continue its work to eliminate discrimination against women and children among indigenous peoples (Kyrgyzstan);
23. To continue to move forward in implementing programmes and measures aimed at combating all forms of discrimination (Colombia);
24. To continue to promote equal opportunities and to fight poverty (Angola);

25. To continue efforts to ensure equal opportunities for girls and women in terms of education, access to employment, housing and working conditions (Egypt);
26. To include sexual orientation and gender identity in all laws and initiatives combating discrimination and promoting equality, and to develop public education and sensitivity programmes and make them available, including to police, military, judicial, prison and other authorities (Netherlands);
27. To amend domestic legislation, in keeping with its international commitments, to include the concept of torture (Argentina);
28. To improve detention conditions in general, particularly for women and children (Italy); To take concrete measures to prevent prison overcrowding and enhance prison education and training in order to reintegrate inmates into society (Turkey); to intensify efforts to improve the situation in detention centres and prisons, with a special focus on ensuring the separation of juvenile convicts from adult inmates (Slovakia);
29. To ensure that all children living in detention are accorded special protection, including the nutrition, health and educational services necessary for their proper development (Austria);
30. To make greater efforts to protect children and women from all forms of abuse, in particular trafficking and domestic violence (Slovenia);
31. To take specific measures to combat domestic violence against women and children (France); to take all measures necessary to eradicate gender violence, including the classification of femicide and its adequate penalization (Netherlands); to take further measures to put an end to violence against women (Azerbaijan);
32. To create a unified data register on violence against women, as well as norms to address the murder of women, and to promulgate Framework Law 810 on Sexual and Reproductive Rights in the country (Spain); to establish a unified registry of cases of violence against women, and to intensify efforts to improve human rights for women (Norway);
33. To incorporate into the new plans the need for a unified register of cases of violence against women, and to increase efforts to combat that scourge and impunity for those who commit such acts, and in particular to consider criminalizing the crime of femicide (Costa Rica);
34. To continue to strengthen measures to eliminate all forms of servitude and forced labour, including with international cooperation and assistance, and social programmes aimed at reducing the vulnerability of the victims of that scourge (Mexico); to intensify efforts to eliminate the servitude and forced labour persisting in some parts of the country (Azerbaijan);
35. To study the possibility of seeking technical assistance in the area of reintegration programmes for exploited children and regarding juvenile justice (Malaysia);
36. To adopt specific measures to protect boys, girls and adolescents from all violence against them, to eradicate child labour, to combat the exploitation of boys, girls and adolescents and to prohibit all forms of corporal punishment (Costa Rica);
37. To strengthen measures to abolish servitude and forced labour in the country, with the assistance of the International Labour Organization, and to seek technical assistance in the reintegration of programmes aimed at exploited children, juvenile justice and follow-up to the study on violence against children (Spain); to intensify efforts to combat the manifestation of servitude (Algeria);
38. To continue to implement protection programmes for girls and boys, in particular to eliminate child labour (Chile); to take effective measures to protect children from exploitative forms of labour and work in hazardous areas (Germany); to urgently adopt and implement measures to address child labour, in particular its exploitative forms (Slovakia);
39. To accelerate judicial reforms in order to ensure the independence and impartiality of the system and a corruption-free environment (Slovakia); to continue reforms to improve the judicial system (Turkey); to ensure that the judiciary system respects the principle of independence from the executive branch, as well as the rule of law (Slovenia); to guarantee the full independence of the judiciary system, in accordance with relevant international standards (France);
40. To adopt the measures necessary to ensure the independence of the judicial branch from the executive branch in order to promote the rule of law and guarantee the proper functioning of the Constitutional Court and the Supreme Court (Italy); To delay no longer in appointing members of the highest judicial authorities and to ensure the impartiality of those members (Denmark); to end the paralysis of the Constitutional Tribunal by appointing new judges (Germany); to ensure that the draft

electoral law under the new constitution and the process of appointments guarantee the independence of the judiciary (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);

41. To consider more comprehensive measures that go beyond the 15 integrated justice services referred to in the national report (Denmark);

42. To take measures to ensure that the Constitutional Court, which is provided for under the Constitution, becomes functional as soon as possible (Algeria); to promote judicial independence and strengthen the rule of law by ensuring that key institutions such as the Constitutional Tribunal and the Supreme Court operate in a free, fair and transparent manner and serve as an effective and independent check on the executive and legislative branches (United States of America);

43. To designate members of the Supreme Court and the Constitutional Tribunal who are of proven technical ability and are independent of any external influence (Norway); to identify means by which the Supreme Court and the Constitutional Court can carry out their functions, especially through the designation of members of proven technical ability, moral probity and independence from external influence (Netherlands); to adopt legislation, fill vacancies and provide adequate resources to ensure that institutions such as the judiciary, which play a vital role in protecting and implementing human rights, are independent and effective (Canada);

44. To promptly adopt effective measures to ensure that the judicial authorities are elected by direct universal suffrage, in order to guarantee the independence and impartiality of the judicial bodies, often represented by members of elite classes as a result of unsound management by previous Governments, which has caused impunity and delays in the area of justice (Nicaragua);

45. To continue efforts to implement the provisions of the new Constitution in order to ensure that indigenous peoples fully enjoy their rights (Slovenia); to ensure that the implementation of indigenous systems of justice conforms to international human rights standards, including those set out in the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Canada);

46. To take the measures necessary to ensure that the traditional indigenous justice system complies with the provisions of the international human rights treaties that Bolivia has ratified (Netherlands); to ensure that the separation of ordinary and indigenous courts does not contribute to tensions among different communities, but rather promotes inclusion and social stability by, inter alia, bringing the jurisdiction into full conformity with the new Constitution (Austria); to ensure that all judgments and sentences handed down by indigenous courts respect international provisions and, in that regard, to establish an appeals system and an independent monitoring system (Switzerland);

47. To take the measures necessary to make the ordinary justice system effective and independent of political pressures, devoting particular attention to the problem of violence against women (Switzerland);

48. To debate thoroughly, in the Plurinational Legislative Assembly, the issue of the right of individuals to appeal in cases addressed by communal courts, before the law on jurisdiction delimitation is adopted and, in that context, to devote particular attention to the contradiction between article 28 of the Procedural Penal Code and article 192.1 of the new Constitution (Finland);

49. To take steps to reduce the use of pre-trial custody, to increase alternatives to imprisonment and to develop policies to protect the best interests of children with a parent in detention (Austria);

50. To adopt the measures necessary to prevent cases of lynching, in particular through the strengthening of the police and justice sectors (Chile);

51. To take further measures to bring to justice all perpetrators of abuse in order to eradicate impunity for those who commit human rights violations (Sweden); to expedite impartial investigations into the violent incidents in Santa Cruz and Pando with a view to identifying those responsible and bringing them to justice in a fair trial before an independent court (Austria); to conclude a thorough and impartial judicial investigation into the acts of violence in Pando (United Kingdom);

52. To thoroughly investigate complaints filed by journalists and to promote good relations with and among media institutions (Norway); to take measures to protect journalists from acts of violence and intimidation (Germany);

53. To more effectively enforce the criminal penalties for official corruption (United States of America);

54. To consider making further efforts to train law enforcement officials, judges and police officers in the area of human rights (Egypt);

55. To fully guarantee freedom of expression, ensuring that regulation in respect of the mass media is carried out in accordance with international human rights instruments (Chile); to robustly support and uphold the universal principle of freedom of expression, recognizing that such freedom is essential to a fully functioning democracy (United States of America); to contribute to an atmosphere supportive of independent and diverse media, including by encouraging all actors, including public officeholders and political actors, to condemn any attempt to intimidate the media and by fully investigating all complaints of media harassment and prosecuting those responsible (Canada);
56. To develop the new media legislation on the basis of broad consultation with all stakeholders, and to ensure full respect for international standards on human rights (Slovenia);
57. To approve, as soon as possible, the draft law against assault and gender-based political violence (United Kingdom);
58. To continue to promote the democratization of mass media through the promotion of bilingualism and the use of media in rural areas (Lebanon);
59. To study the possibility of formulating national policy on short-, medium- and long-term employment (Malaysia);
60. To continue to implement its macro-economic and structural policy in such a way as to ensure the enjoyment of human rights, and to achieve dignified living conditions for the entire population of Bolivia (Russian Federation);
61. To continue to provide technical and financial assistance for the development of agricultural production in the context of the enjoyment of the right to decent food, in particular with support for medium-sized and small enterprises (Russia Federation);
62. To continue to fight poverty with the support and cooperation of the international community (Bangladesh); to intensify programmes to combat poverty with the assistance of the international community, as needed (Algeria); to strengthen measures to reduce poverty (Azerbaijan); to continue efforts to eliminate poverty (Kyrgyzstan);
63. To strengthen efforts to eradicate extreme poverty through the amendment of its macro-economic and structural policies (Islamic Republic of Iran);
64. To share experiences in the implementation of the Zero Malnutrition Programme and the Juana Azurduy voucher programme, which has reduced the maternal mortality and child malnutrition rates (Bangladesh);
65. To continue efforts aimed at the broader and more just redistribution of national wealth (Algeria); to adopt the measures necessary to ensure that its social programmes reach the most vulnerable groups of society (Panama);
66. To continue active cooperation with international organizations on the provision of technical assistance to support people with disabilities (Kyrgyzstan);
67. To continue to implement programmes for the protection of women's rights, in particular pregnant women, with a view to significantly reducing the maternal and infant mortality rates and the malnutrition rate (Chile); to continue to implement measures to reduce maternal mortality (Turkey);
68. To continue its reforms to improve the level and the quality of social protection, education and health (Belarus);
69. To take further efforts to ensure that all women enjoy their right to sexual and reproductive health, and to increase access to health services, particularly in rural areas, in order to reduce the incidence of maternal mortality, especially among young, rural and indigenous women (Sweden); to continue to promote the implementation of the pilot project aimed at vaccination against cervical cancer (Colombia);
70. To continue to make efforts to sustainably increase coverage and benefits under the Bono Juana Azurduy voucher system with a view to reducing levels of maternal and infant mortality and chronic malnutrition among children under the age of 2 (Colombia);
71. To explore possibilities for further cooperation at the regional and international levels with relevant stakeholders with a view to achieving the Millennium Development Goals related to poverty eradication, nutrition, water and sanitation and environmental sustainability (Malaysia); to seek development assistance from development partners and United Nations specialized agencies in order to find solutions to identified challenges hampering the enjoyment of human rights and the achievement of the Millennium Development Goals (Nigeria); to continue efforts to ensure the implementation of the Millennium Development Goals, in particular by ensuring universal primary education and combating illiteracy, which would guarantee that the population enjoys its social and economic rights (Lebanon);

72. To develop a national strategy for human rights education in the school system, in accordance with the Plan of Action of the World Programme for Human Rights Education, with the full participation of all stakeholders (Italy);
73. To consolidate the progress made within the framework of literacy programmes (Algeria);
74. To continue to strengthen the rights of indigenous peoples, placing priority on the adoption of a law to prevent and eliminate all forms of discrimination and criminalizing such offences (Bolivarian Republic of Venezuela); to intensify measures to ensure that indigenous peoples' rights are respected at the community level (Norway);
75. To continue efforts to ensure a life of dignity for members of indigenous communities (Pakistan);
76. To continue to consolidate the rights of indigenous peoples both in practice and within its legal framework, thereby guaranteeing their participation and consultation (Bolivarian Republic of Venezuela);
77. To continue to effectively address the precarious situation of the Guaraní indigenous peoples (Germany);
78. To consider intensifying its efforts to eliminate discrimination against migrants (Egypt).
- ⁴ A/HRC/14/7, recommendations 98.4 (Mexico; Guatemala); 98.12 (Algeria); 98.13 (Islamic Republic of Iran); 98.22 (Kyrgyzstan); 98.23 (Colombia); 98.24 (Angola); 98.26 (Netherlands); 98.66 (Kyrgyzstan) and 98.74 (Bolivarian Republic of Venezuela; Norway) . See Endnote 3 above.
- ⁵ Defensoría del Pueblo, para. 5.
- ⁶ Ibid, para. 6
- ⁷ Ibid, para. 7.
- ⁸ Ibid, para. 8.
- ⁹ Ibid, para. 9.
- ¹⁰ A/HRC/14/7, recommendations 98.27 (Argentina). See Endnote 3 above.
- ¹¹ Defensoría del Pueblo, para. 34.
- ¹² Ibid, para. 36.
- ¹³ A/HRC/14/7, recommendations 98.28 (Austria) and 98.49 (Austria). See Endnote 3 above.
- ¹⁴ Defensoría del Pueblo, para. 29.
- ¹⁵ A/HRC/14/7, recommendations 98.5 (Mexico); 98.14 (Belarus); 98.22 (Kyrgyzstan); 98.20 (Netherlands); 98.25 (Egypt); 98.30 (Slovenia); 98.31 (France; Netherlands; Azerbaijan); 98.32 (Spain; Norway); 98.33 (Costa Rica); 98.57(United Kingdom); 98.64(Bangladesh); 98.67 (Chile; Turkey); 98.69 (Colombia); 98.70 (Colombia). See Endnote 3 above.
- ¹⁶ Defensoría del Pueblo, paras.19–20.
- ¹⁷ A/HRC/14/7, recommendations 98.8 (Bangladesh; Poland); 98.14 (Belarus); 98.15 (Brazil); 98.16 (Slovakia); 98.29 (Austria); 98.30 (Slovenia); 98.31 (France; Netherlands; Azerbaijan); 98.36 (Costa Rica); 98.38 (Chile; Germany; Slovakia); 98.49 (Austria); 98.70 (Colombia). See Endnote 3 above.
- ¹⁸ Defensoría del Pueblo, para. 22–24.
- ¹⁹ A/HRC/14/7, recommendations 98.6 (Argentina; Belarus); 98.7 (Poland) and 98.16 (Slovakia). See Endnote 3 above.
- ²⁰ Defensoría del Pueblo, para. 38.
- ²¹ Ibid, para. 39.
- ²² Ibid, para. 40.
- ²³ A/HRC/14/7, recommendations 98.2 (Cuba); 98.3 (Lao People's Democratic Republic); 98.39 (Slovakia; Turkey; Slovenia; France); 98.40 (Italy; Denmark; Germany; United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); 98.42 (Algeria; United States of America); 98.43 (Norway; Netherlands; Canada); 98.44 (Nicaragua); 98.47 (Switzerland); 98.49 (Austria); 98.51 (Sweden; Austria, United Kingdom and Northern Ireland); 98.53 (United States of America). See Endnote 3 above.
- ²⁴ Defensoría del Pueblo, para. 41.
- ²⁵ Ibid, para. 42.
- ²⁶ Ibid, para. 43.
- ²⁷ Ibid, para. 44.
- ²⁸ A/HRC/14/7, recommendations 98.25 (Egypt); 98.59 (Malaysia). See Endnote 3 above.
- ²⁹ Defensoría del Pueblo, paras.12–13.
- ³⁰ A/HRC/14/7, recommendations 98.25 (Egypt). See Endnote 3 above.
- ³¹ Defensoría del Pueblo, para. 14.

- ³² Ibid, para. 15.
- ³³ Ibid, para. 17.
- ³⁴ A/HRC/14/7, recommendations 98.68 (Belarus). See Endnote 3 above.
- ³⁵ Defensoría del Pueblo, para. 10.
- ³⁶ Ibid, para. 21.
- ³⁷ A/HRC/14/7, recommendations 98.25(Egypt); 98.68 (Belarus); 98.73 (Algeria). See Endnote 3 above.
- ³⁸ Defensoría del Pueblo, para. 11.
- ³⁹ Ibid, para. 25.
- ⁴⁰ A/HRC/14/7, recommendations 98.21(Azerbaijan); 98.34 (Mexico; Azerbaijan); 98.37 (Algeria); 98.45 (Slovenia; Canada); 98.46 (Netherlands; Austria; Switzerland); 98.75 (Pakistan); 98.76 (Bolivarian Republic of Venezuela); 98.77 (Germany). See Endnote 3 above.
- ⁴¹ Defensoría del Pueblo, para. 26.
- ⁴² Ibid, para. 27.
- ⁴³ Ibid, para. 28.
- ⁴⁴ A/HRC/14/7, recommendations 98.30 (Slovenia); 98.78 (Egypt). See Endnote 3 above.
- ⁴⁵ Defensoría del Pueblo, para. 37.
- ⁴⁶ The following abbreviations have been used in the present document:
- | | |
|--------------|--|
| CERD | Committee on the Elimination of Racial Discrimination |
| CESCR | Committee on Economic, Social and Cultural Rights |
| HR Committee | Human Rights Committee |
| CEDAW | Committee on the Elimination of Discrimination against Women |
| CAT | Committee against Torture |
| CRC | Committee on the Rights of the Child |
| CMW | Committee on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families |
| CRPD | Committee on the Rights of Persons with Disabilities |
| CED | Committee on Enforced Disappearances |
| SPT | Subcommittee on Prevention of Torture |
- ⁴⁷ Submission from the Inter-American Commission on Human Rights, page 2. <http://www.oas.org/juridico/english/sigs/a-53.html> (accessed on 26 May 2014).
- ⁴⁸ World Coalition against the Death Penalty, para. 4.
- ⁴⁹ HRW, page 5.
- ⁵⁰ AI, page 4. See also submission and recommendations from HRW, pages 1–2 and 5 and JS6, para. 25.
- ⁵¹ A/HRC/14/7, recommendation 98.27 (Argentina). See Endnote 3 above.
- ⁵² SRI – Colectivo TLGB para. 8. See also submission from JS8.
- ⁵³ JS8, para. 36.
- ⁵⁴ JS8, para. 40. See also submissions from SRI – Colectivo TLGB, para. 6 and JS6, paras. 55–56.
- ⁵⁵ AI, page 4. See also submissions from JS1, paras. 24–27 and JS6, para. 62.
- ⁵⁶ JS12, paras. 47–50.
- ⁵⁷ JS12, para. 17.
- ⁵⁸ JS6, paras. 47–48.
- ⁵⁹ AI, page 1.
- ⁶⁰ JS6, paras.24–25.
- ⁶¹ A/HRC/14/7, recommendations 98.5 (Mexico) and 98.14 (Belarus). See Endnote 3 above.
- ⁶² JS1, paras. 1–4.
- ⁶³ JS6, paras. 5–6.
- ⁶⁴ JS6, paras. 5–6.
- ⁶⁵ JS6, paras. 64–65.
- ⁶⁶ AI, page 2.
- ⁶⁷ AI, page 5.
- ⁶⁸ A/HRC/14/7, recommendation 98.26 (The Netherlands). See Endnote 3 above.
- ⁶⁹ JS8, paras. 29–45. See also recommendations from SRI – Colectivo TLGB.
- ⁷⁰ A/HRC/14/7, para. 98, recommendations 98.1 (Nigeria; Switzerland; Argentina); 98.3 (Lao People’s Democratic Republic); 98.9 (Brazil); 98.10 (Palestine); 98.18 (Lao People’s Democratic Republic); 98.46 (Netherlands; Austria; Switzerland); 98.54 (Egypt); 98.72 (Italy). See Endnote 3 above.
- ⁷¹ JS6, para. 2.

- ⁷² A/HRC/14/7, para. 98, recommendations 98.4 (Mexico; Guatemala); 98.5 (Mexico); 98.20 (Netherlands); 98.22 (Kyrgyzstan); 98.24 (Angola); 98.25 (Egypt). See Endnote 3 above.
- ⁷³ JS12, paras. 37–41.
- ⁷⁴ A/HRC/14/7, para. 98, recommendations 98.4 (Mexico, Guatemala); 98.20 (Netherlands); 98.22 (Kyrgyzstan); 98.26 (Netherlands). See Endnote 3 above.
- ⁷⁵ JS1, para. 5.
- ⁷⁶ JS1, paras. 6–9. See also submission from JS6, para. 19–21.
- ⁷⁷ JS6, paras. 30–31.
- ⁷⁸ JS6, para. 25.
- ⁷⁹ HRW, page 5.
- ⁸⁰ A/HRC/14/7, para. 98, recommendation 98.28 (Italy, Turkey and Slovakia) and A/HRC/14/, recommendation 98.49 (Austria). See Endnote 3 above.
- ⁸¹ AI, page 5. See also submission from JS1, paras. 15–19.
- ⁸² JS12, paras. 51–62.
- ⁸³ HRW, page 3 and 5.
- ⁸⁴ ACISJF IN-VIA page 3.
- ⁸⁵ JS6, para. 48 and JS4, paras. 19–20.
- ⁸⁶ JS4, paras. 19–20.
- ⁸⁷ A/HRC/14/7, recommendations 98.4 (Mexico, Guatemala), 98.5 (Mexico), 98.6 (Argentina, Belarus), 98.14 (Belarus), 98.20 (Brazil, Netherlands), 98.22 (Kyrgyzstan), 98.25 (Egypt), 98.30 (Slovenia), 98.31 (France, Netherlands, Azerbaijan), 98.33 (Costa Rica), 98.47 (Switzerland) and 98.57 (United Kingdom). See Endnote 3 above.
- ⁸⁸ AI, page 1.
- ⁸⁹ HRW, page 6.
- ⁹⁰ JS12, paras. 42–46.
- ⁹¹ Foundation Levántate Mujer, pages 4–5. See also submission from ACISJF IN-VIA. See also submission JS1, paras. 28–37.
- ⁹² JS1, paras. 28–37.
- ⁹³ A/HRC/14/7, recommendation 98.36 (Costa Rica). See Endnote 3 above.
- ⁹⁴ Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, page 1 and para. 2.1. See also submission JS4, paras. 11–17.
- ⁹⁵ JS4, paras. 11–17.
- ⁹⁶ JS12, paras. 7–17. See additional recommendations in para. 17.
- ⁹⁷ A/HRC/14/7, recommendations 98.6 (Argentina, Belarus) and 98.30 (Slovenia). See Endnote 3 above.
- ⁹⁸ JS1, paras. 38–41.
- ⁹⁹ ACISJF IN-VIA, pages 3–4.
- ¹⁰⁰ JS4, paras. 7–9.
- ¹⁰¹ Foundation Levántate Mujer, pages 1–2.
- ¹⁰² A/HRC/14/7, recommendations 98.36 (Costa Rica) and 98.38 (Chile, Germany, Slovakia). See Endnote 3 above.
- ¹⁰³ Joint submission No. 9 by Fundación Marista de Solidaridad Internacional y Observatorio Infantojuvenil, Congregación Marista, Fe y Alegría, Fundación SEPA, Fundación Son de Vida, Fundación Hombres Nuevos, Fundación SEMBRAR, Fundación Paz y Esperanza, Proyecto Don Bosco, Red Departamental de Protección de la niñez y adolescencia, pages 6–9.
- ¹⁰⁴ JS12, paras. 23–28.
- ¹⁰⁵ Foundation Levántate Mujer, pages 3–4.
- ¹⁰⁶ Joint submission No. 9 by Fundación Marista de Solidaridad Internacional y Observatorio Infantojuvenil, Congregación Marista, Fe y Alegría, Fundación SEPA, Fundación Son de Vida, Fundación Hombres Nuevos, Fundación SEMBRAR, Fundación Paz y Esperanza, Proyecto Don Bosco, Red Departamental de Protección de la niñez y adolescencia, pages 5–6.
- ¹⁰⁷ JS4, paras. 23–27. JS12, para. 28.
- ¹⁰⁸ A/HRC/14/7, recommendations 98.3 (Lao People’s Democratic Republic); 98.12 (Algeria); 98.65 (Algeria, Panamá); 98.8 (Bangladesh, Poland). See Endnote 3 above.
- ¹⁰⁹ Joint submission No. 9 by Fundación Marista de Solidaridad Internacional y Observatorio Infantojuvenil, Congregación Marista, Fe y Alegría, Fundación SEPA, Fundación Son de Vida,

- Fundación Hombres Nuevos, Fundación SEMBRAR, Fundación Paz y Esperanza, Proyecto Don Bosco, Red Departamental de Protección de la niñez y adolescencia, pages 6–9.
- 110 ACISJF IN-VIA pages 3–4.
- 111 JS6, paras. 28–29.
- 112 A/HRC/14/7, recommendations 98.39 (Slovakia, Turkey, Slovenia, France); 98.40 (Italy, Denmark, Germany, United Kingdom); 98.42 (Algeria, United States of America); 98.43 (Norway, Netherlands, Canada); 98.44 (Nicaragua); 98.47 (Switzerland). See Endnote 3 above.
- 113 AI, page 4.
- 114 JS, paras. 11–14.
- 115 HRW, page 5. See also submission from JS12, paras. 51–62 and JS6, para. 51.
- 116 HRW, page 6.
- 117 JS4, paras. 30–32.
- 118 HRW, pages 1–2. See also submission AI, page 4 and JS6, para. 9.
- 119 AI, page 4.
- 120 A/HRC/14/7, recommendation 98.51 (Sweden, Austria, United Kingdom). See Endnote 3 above.
- 121 Plataforma de Luchadores Sociales contra la Impunidad por la Justicia y por la Memoria Histórica (PLS), pages, 1–2. See annexes for cases cited. See also submission from JS6, para. 7.
- 122 Plataforma de Luchadores Sociales contra la Impunidad por la Justicia y por la Memoria Histórica (PLS), pages, 1–2. See annexes for cases cited. See also submission from JS6, para. 7.
- 123 JS6, para. 7.
- 124 HRW, page 5.
- 125 A/HRC/14/7, recommendation 98.51 (Sweden, Austria, United Kingdom). See Endnote 3 above.
- 126 AI, page 1.
- 127 HRW, pages 1–2 and 5. See submission for description of cases.
- 128 Submission from the Inter-American Commission on Human Rights, page 3. See also I/A Court H.R., Case of Ibsen Cárdenas and Ibsen-Peña v. Bolivia. Merits, Reparation and Costs. Judgment of September 1, 2010. Series C No. 217 (Available at: <http://www.corteidh.or.cr/index.php/en/decisions-and-judgments>).
- 129 Conscience and Peace Tax International – International Fellowship of Reconciliation, pages 1–5. See submission for case cited.
- 130 CIVICUS and Fundación CONSTRUIR, pages 2–5.
- 131 CIVICUS and Fundación CONSTRUIR, para. 6.3.
- 132 A/HRC/14/7, recommendations 98.52 (Norway, Germany) and 98.55 (Chile, United States of America, Canada). See Endnote 3 above.
- 133 HRW, page 4 and 6.
- 134 RSF-RWB, pages 1 and 3. See submission for cases cited.
- 135 APLP, pages 1–5. See submission for cases cited.
- 136 RSF-RWB, page 3.
- 137 RSF-RWB, page 2.
- 138 CIVICUS and Fundación CONSTRUIR, paras. 6, 6.1 and 6.2. See also submission JS6, paras. 15–18.
- 139 AI, page 5. See also submission JS6, paras. 15–18.
- 140 JS6, para. 18.
- 141 Submission from the Inter-American Commission on Human Rights, page 3. See also 108/11 – IACHR Urges Bolivia to Guarantee Protesters Physical Integrity and Security, Washington D.C., October 17, 2011. See also submission from CIDOB-CONAMAQ, paras. 15–17 and paras. 23–24.
- 142 AI, pages 3 and 5. See also submission from CIDOB-CONAMAQ.
- 143 A/HRC/14/7, recommendation 98.57 (United Kingdom). See Endnote 3 above.
- 144 JS1, paras. 10–14. See also submission JS12, paras. 47–60 and JS6, paras. 67–69.
- 145 A/HRC/14/7, recommendations 98.25 (Egypt) and 98.67 (Chile, Turkey). See Endnote 3 above.
- 146 JS1, paras. 42–54.
- 147 JS12, para. 41.
- 148 JS8, para. 43.
- 149 JS6, paras. 52–54.
- 150 Fundación Agua ConVida, pages 1–9.
- 151 JS12, para. 36.
- 152 A/HRC/14/7, recommendation 98.25 (Egypt). See Endnote 3 above.
- 153 JS1, paras. 55–58.

- ¹⁵⁴ JS6, paras. 45–46.
- ¹⁵⁵ A/HRC/14/7, recommendations 98.13 (Islamic Republic of Iran) and 98.68 (Belarus). See Endnote 3 above.
- ¹⁵⁶ JS12, para. 36.
- ¹⁵⁷ A/HRC/14/7, recommendations 98.32 (Spain), 98.67 (Chile, Turkey); 98.69 (Sweden, Colombia) and 98.70 (Colombia). See Endnote 3 above.
- ¹⁵⁸ JS1, paras. 24–27. See also submission from JS4, paras. 33–34.
- ¹⁵⁹ Ipas & SRI, paras. 22 and 26. See also submission from JS1, paras. 24–27.
- ¹⁶⁰ AI, pages 3–4. Ipas & SRI, para. 19.
- ¹⁶¹ HRW, page 6. See also submission from Ipas & SRI and JS1.
- ¹⁶² AI, page 2.
- ¹⁶³ AI, pages 3–4. See also submission from HRW and case cited in page 5.
- ¹⁶⁴ JS8, para. 44.
- ¹⁶⁵ JS6, paras. 65–66.
- ¹⁶⁶ A/HRC/14/7, recommendations 98.13 (Islamic Republic of Iran); 98.68 (Belarus); 98.72 (Italy); 98.25 (Egypt); 98.71 (Malaysia, Nigeria, Lebanon) and 98.73 (Algeria). See Endnote 3 above.
- ¹⁶⁷ Joint submission No. 9 by Fundación Marista de Solidaridad Internacional y Observatorio Infantojuvenil, Congregación Marista, Fe y Alegría, Fundación SEPA, Fundación Son de Vida, Fundación Hombres Nuevos, Fundación SEMBRAR, Fundación Paz y Esperanza, Proyecto Don Bosco, Red Departamental de Protección de la niñez y adolescencia, pages 2–4. See also submission JS1, paras. 20–23.
- ¹⁶⁸ JS6, paras. 43–44.
- ¹⁶⁹ JS12, paras. 18–22.
- ¹⁷⁰ JS1, paras. 20–23. See also JS4, paras. 21–22.
- ¹⁷¹ JS12, paras. 37–41.
- ¹⁷² JS8, para. 45.
- ¹⁷³ A/HRC/14/7, recommendation 98.66 (Kyrgyzstan). See Endnote 3 above.
- ¹⁷⁴ JS6, paras. 52–54.
- ¹⁷⁵ ACISJF IN-VIA, page 4.
- ¹⁷⁶ AI, page 1.
- ¹⁷⁷ AI, page 5. See also submission from CIDOB-CONAMAQ.
- ¹⁷⁸ CIDOB-CONAMAQ, pages 1–10. See submission for cases cited.
- ¹⁷⁹ CIDOB-CONAMAQ, para. 32. See submission for cases cited.
- ¹⁸⁰ International Human Rights Clinic of the University of Oklahoma (IHRC-UO), page 2.
- ¹⁸¹ AI, page 5. See also submission from CIDOB-CONAMAQ.
- ¹⁸² Foundation Levántate Mujer, page 5.
- ¹⁸³ JS6, paras. 57–58.
- ¹⁸⁴ JS6, paras. 57–58.
- ¹⁸⁵ Submission from the Inter-American Commission on Human Rights, page 3. See also I/A Court H. R., Case of Pacheco Tineo Family v. Bolivia. Preliminary Objections, Merits, Reparations and Costs. Judgment of November 25, 2013. Series C No. 272 (Available at: <http://www.corteidh.or.cr/index.php/en/decisions-and-judgments>).
- ¹⁸⁶ CORIDUP, pages 1–4.
- ¹⁸⁷ JS2 – Central Kochi Piakala y Organización Territorial de Bases, pages 1–8.